

Livraisons
d'Histoire
de l'Architecture

Livraisons de l'histoire de l'architecture

21 | 2011
Bâtir et orner

L'action de l'administration des Bâtiments civils et la production des archives de l'architecture publique (1795-1848)

The action of the administration des bâtiments civils and the production of archives for public architecture (1795-1848)

Einsatz der Verwaltung der Bâtiments civils und Erstellung von Archivalien im Bereich der öffentlichen Architektur (1795-1848)

Emmanuel Chateau



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lha/271>

DOI : 10.4000/lha.271

ISSN : 1960-5994

Éditeur

Association Livraisons d'histoire de l'architecture - LHA

Édition imprimée

Date de publication : 10 juin 2011

Pagination : 47-58

ISSN : 1627-4970

Référence électronique

Emmanuel Chateau, « L'action de l'administration des Bâtiments civils et la production des archives de l'architecture publique (1795-1848) », *Livraisons de l'histoire de l'architecture* [En ligne], 21 | 2011, mis en ligne le 10 juin 2013, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/lha/271> ; DOI : 10.4000/lha.271

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Tous droits réservés à l'Association LHA

L'action de l'administration des Bâtiments civils et la production des archives de l'architecture publique (1795-1848)

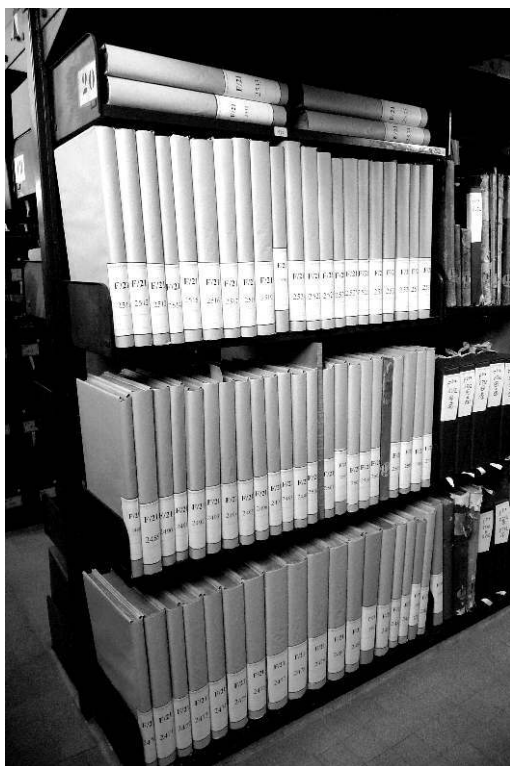
*The action of the administration des bâtiments civils and the production of
archives for public architecture (1795-1848)*

*Einsatz der Verwaltung der Bâtiments civils und Erstellung von Archivalien im
Bereich der öffentlichen Architektur (1795-1848)*

Emmanuel Chateau

- ¹ Les grandes masses administratives constituées depuis 1789 dans l'immense section moderne des Archives nationales recèlent de nombreux documents dont une partie a déjà depuis de nombreuses années largement été explorée par les historiens de l'architecture. Ce sont essentiellement les sous-séries concernant les bâtiments civils et les édifices diocésains qui ont jusqu'à présent retenu l'attention. Parmi celles des bâtiments civils F¹³ et F²¹, c'est plus particulièrement l'ensemble des procès-verbaux du conseil des bâtiments civils¹ (ill. 1) – voir à ce sujet l'article de Françoise Boudon dans ce volume – ou les séries départementales concernant les édifices publics qui ont surtout été exploitées jusqu'à présent. Pourtant ces articles ne représentent qu'une portion restreinte de l'ensemble de la documentation disponible.

III. 1 : Registres des procès-verbaux du conseil des bâtiments civils dans les magasins des Archives nationales



Louis-Philippe 2^e étage, salle 205

Cl. de l'auteur.

- 2 À vrai dire, l'organisation que présente aujourd'hui ces imposantes séries d'articles reflètent assez mal le fonctionnement réel des bureaux de l'administration dont le travail est difficilement restituable à partir du seul cadre de classement adopté par les Archives nationales. C'est sans doute ce qui explique que jusqu'à présent ces fonds n'ont pas encore fait l'objet d'une étude d'ensemble ou qu'une partie de la documentation n'a pas encore donné lieu à une exploitation systématique.
- 3 Je voudrais attirer ici l'attention sur l'histoire de la production de ces fonds par l'administration centrale et celle de leur rassemblement dans les sous-séries que nous connaissons relativement bien aujourd'hui. La compréhension de l'action de l'administration et du travail des bureaux offre en effet la possibilité de mieux envisager la constitution des archives de l'architecture publique pour y identifier de nouvelles sources et éventuellement y déceler de nouveaux objets d'étude pour les historiens de l'architecture.

La centralisation de l'architecture publique

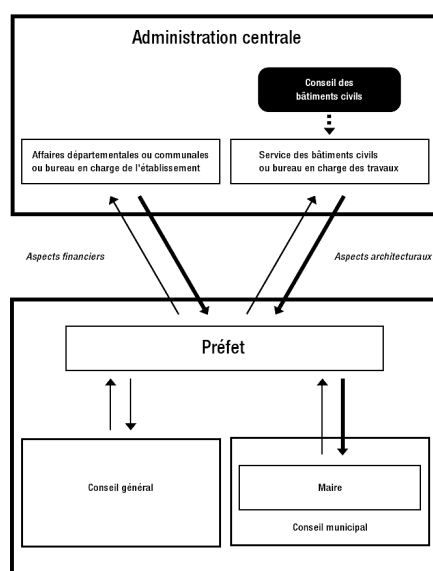
- 4 À l'issue de la Révolution, la rationalisation de la politique architecturale opérée au moyen d'une centralisation des affaires qui s'appuie sur un découpage administratif très hiérarchique allait permettre, en moins d'un demi-siècle, de fournir aux nouvelles institutions les édifices nécessaires à leur exercice et d'inscrire leur existence symbolique dans le bâti.

- 5 La loi du 27 avril 1791 confiait au ministère de l'intérieur la direction des travaux pour la confection des routes, ponts et autres ouvrages publics et des bâtiments et édifices publics². Dans un premier temps, le rôle du ministère en matière d'architecture se limitait à une simple surveillance. Le service des bâtiments civils fut surtout issu de la réunion des débris de l'ancienne administration des bâtiments du Roi après la chute de d'Angivillier³ auxquels fut adjoint la gestion des domaines et bâtiments conservés sous le rapport de l'art issus des aliénations révolutionnaires.
- 6 Avec la suppression des ministères, le service forme un temps avec celui des Ponts et chaussées une commission des travaux publics⁴. Lors du rétablissement des ministères⁵, Pierre Bénézech qui reçut le portefeuille de l'intérieur, chargeait l'architecte-ingénieur Jean Rondelet, un ancien membre de cette commission, de l'organisation des Bâtiments civils. On peut dire qu'il fut le véritable artisan de la création de cette administration⁶.
- 7 Fort de son expérience à la commission des travaux publics, il l'envisage comme une « agence intermédiaire » entre le ministre et ceux qui sollicitent des ouvrages ou qui doivent les exécuter. Rondelet propose la création d'un service sur le modèle des Ponts et chaussées, doté d'un conseil d'examen pour mettre en état le ministre de l'intérieur de prendre le parti le plus convenable sur toutes les questions qui lui étaient soumises⁷.
- 8 Ses fonctions reposaient sur une extrême centralisation des affaires. Ce fut principalement avec la loi du 28 fructidor an VIII (14 septembre 1799) sur l'organisation administrative de la France que le Service des bâtiments allait prendre toute sa mesure. À l'époque, l'administration centrale est alors chargée du contrôle de l'ensemble des actes des administrations locales transmis par l'intermédiaire des préfets. Par ailleurs, le service était destiné à devenir le constructeur de tous les bâtiments édifiés pour le compte du gouvernement et était chargé de leur entretien.
- 9 Il avait donc à connaître, non seulement toutes les affaires d'architecture des départements et des communes sur l'ensemble du territoire, mais également comme maître d'ouvrage à entrer dans tous les détails des chantiers entrepris pour le compte de l'État classés dans la catégorie des bâtiments nationaux. S'ajouteront par la suite encore à ces prérogatives, ceux de la Ville de Paris en raison du régime administratif dérogatoire attribué à cette époque à la capitale⁸.
- 10 Charles-Pierre Gourlier explique dans la notice historique qu'il rédige sur le service des Bâtiments civils en 1848, qu'il avait « pour mission de mettre l'ensemble de nos édifices en harmonie avec les données d'une ère toute nouvelle. [...] Il embrasse depuis le monument le plus somptueux jusqu'au moindre édifice d'utilité publique, depuis le palais des autorités suprêmes jusqu'à la plus petite maison commune, depuis la cathédrale la plus vaste jusqu'à l'église de village la plus modeste⁹. »
- 11 L'ampleur de ces attributions ne doit pas laisser croire que l'autorité du service soit immédiatement établie. Les nombreuses réorganisations du ministère et surtout la répétition de diverses prescriptions ministérielles par voie de circulaires témoignent des difficultés rencontrées par la nouvelle institution pour asseoir son contrôle sur l'ensemble des travaux entrepris sur les fonds publics.
- 12 La précarité du service est patente en 1811 lorsque devant la multiplication des affaires et ses difficultés à faire appliquer les instructions ministérielles, le ministre Bachasson de Montalivet crée une direction des travaux de Paris confiée à l'ingénieur Louis Bruyère à côté du bureau des bâtiments civils en l'amputant de la plus grande partie de ses attributions¹⁰. Cette direction subsiste sous différentes dénominations jusqu'au 31

décembre 1830 pour se transformer en un bureau des travaux publics en 1832, puis une direction des monuments publics et des bâtiments civils. Confiée successivement à Héricart de Thury, Hély d'Oissel, Edmond Blanc, Guizard et Vatout, parallèlement présidents du conseil des bâtiments civils.

- 13 L'évolution de l'influence du service et du conseil des bâtiments civils fut intimement liée à sa position dans l'organigramme ministériel dans la première moitié du siècle. L'autorité du service fut en effet rapidement mise à mal par la prise de participation de plus en plus active d'autres bureaux et des autres ministères dans les affaires d'architecture. L'administration parvient malgré tout à acquérir sous la Restauration et la Monarchie de Juillet une place prépondérante dans la pratique de l'architecture publique.
- 14 Cette main mise de l'administration des Bâtiments civils allait progressivement se réduire au cours du XIX^e siècle face à l'énormité de la tâche à accomplir et sous l'influence combinée d'une décentralisation administrative. L'évolution des montants des travaux à partir desquels le contrôle des projets d'architecture départementaux ou communaux laisse progressivement plus de latitude aux collectivités locales. La création de nouvelles instances dans le domaine architectural comme le service des monuments historiques à partir de 1830¹¹ ou le service des édifices diocésains dès 1824 et surtout à partir de 1848¹², ainsi que l'émergence de commissions départementales des bâtiments civils et de services départementaux, devaient mettre un terme à son hégémonie sur les travaux d'architecture publique (ill. 2).

III. 2 : Schéma de l'examen des projets d'architecture des départements et des communes par l'administration centrale.



Montants maximum au-delà desquels les projets et devis doivent être soumis à l'autorisation préalable du Ministre de l'Intérieur ou des Travaux publics

1 000 francs — décret du 10 brumaire an XIV (1er novembre 1805), déclaré applicable aux travaux des communes par le décret du 18 juillet 1808
 3 000 francs puis 5 000 francs — circulaire Ministre de l'Intérieur 1806
 20 000 francs — ordonnances royales du 8 août 1821, 31 octobre 1821 et 22 mai 1822
 30 000 francs pour les travaux communaux — loi communale de 1837
 50 000 francs pour les travaux départementaux — loi départementale de 1837

Place du service des bâtiments civils dans l'organisation administrative

- 15 Placé dans les attributions du ministre de l'intérieur, le bureau des bâtiments civils fut d'abord compris tantôt dans la 3^e division ou la 2nde division du ministère. Le conseil des bâtiments civils qui dispose de son propre bureau reste constamment établi auprès de lui. Parfois réuni au bureau des prisons, le service voisine avec ceux de l'administration communale et départementale ou l'administration des hospices.
- 16 Le service des bâtiments civils auquel était lié le conseil des bâtiments civils resta dans la compétence du ministre de l'intérieur jusqu'en 1839. Ponctuellement placé dans un éphémère ministère du commerce et des travaux publics de 1831 à 1834¹³, il retourne à l'intérieur puis passa dans les attributions du ministère des travaux publics à partir de 1839¹⁴ avant de rejoindre les palais nationaux au ministère d'État de 1852 jusqu'en 1862. Le service ne formera jamais une direction à la différence de celui des Ponts et chaussées¹⁵.
- 17 Ce service est notamment chargé :
- 18 de la formation des budgets
- 19 de l'examen des devis
- 20 de l'approbation des projets
- 21 des autorisations de travaux et adjudications
- 22 de la réception et du règlement des dépenses
- 23 Et dans une certaine mesure de la préparation des règlements et arrêtés du ministère de l'intérieur concernant l'architecture publique.
- 24 La nature des opérations concrètes du service varie selon la nature des édifices soumis à sa surveillance selon qu'ils relevaient de l'échelon départemental, communal, national, ou qu'ils concernaient les travaux de Paris. C'est sur cette distinction que se fondirent les bourgeoissements successifs du service en plusieurs entités administratives :
- 25 Le service des bâtiments civils proprement dit qui concernait la surveillance des travaux départementaux et communaux
- 26 Les bâtiments nationaux, un moment compris dans la direction des travaux de Paris, puis rejoints par le service des palais nationaux à la suppression de la Maison de l'empereur ou de la Maison du roi.
- 27 La direction des travaux de Paris créée en 1811 qui subsista à côté du service des travaux jusqu'en 1830, moment où, après une répartition de compétences entre la préfecture et le ministère, elle fut agrégée au service des bâtiments civils.
- 28 Pour les travaux de Paris et les bâtiments nationaux, le service des bâtiments civils puis la direction des travaux de Paris exerçaient une véritable maîtrise d'ouvrage. À partir de 1808, on distingue un service ordinaire pour l'entretien et un service extraordinaire pour les grands travaux. Cette maîtrise d'ouvrage impliquait une prise de participation directe dans les affaires avec la gestion des agences et du personnel architectural, la préparation des devis et des marchés, l'allocation des fonds, la surveillance des travaux et également la révision et la vérification des mémoires, le paiement des acomptes aux entrepreneurs,

le règlement des travaux, le paiement des honoraires et enfin leur réception et leur entretien.

- 29 Autant d'opérations qui ont constitué les fonds de la direction des travaux de Paris et du service des bâtiments civils qui forment aujourd'hui la plus grande part des séries F²¹ et F¹³ conservées aux Archives nationales. Y figurent plusieurs groupes d'articles rassemblés par agences de travaux, des ensembles sur le personnel ou la formation des budgets, la vérification et la révision, etc.
- 30 Pour les édifices départementaux et communaux, le service exerçait une surveillance minutieuse des opérations réalisées sous l'autorité directe du préfet pour les édifices départementaux et sa surveillance pour les communes. La correspondance relative à ces opérations fut à l'origine de plusieurs séries départementales contenues dans les sous-séries F¹³ et F²¹.
- 31 L'essentiel de la correspondance du service intervient par l'intermédiaire des préfets pour les travaux départementaux et communaux. Mais les décisions concernant le financement étaient soumises à l'appréciation de l'administration des affaires départementales et communales. Par ailleurs, les établissements auxquels étaient destinés les édifices étant parfois placés sous la tutelle d'autres bureaux ou d'autres ministères (justice, hospices, approvisionnements, instruction publique, etc.), le bureau des bâtiments civils entretenait également une correspondance fournie avec ces autres services pour la définition des programmes et du fait de la correspondance que ces établissements pouvaient entretenir avec leur autorité de tutelle.
- 32 Pour Paris, dès 1797, et pour la province à partir de la loi sur l'assèchement des marais de 1807, le conseil des bâtiments civils fut également chargé de la préparation des alignements pour être arrêtés au conseil d'État.
- 33 Nécessitant une correspondance avec de nombreux autres services et ministères, le travail ne pose pas de difficultés particulières lorsque les divers services étaient réunis dans le même ministère, voire la même division. En revanche, il peut devenir plus problématique et faire apparaître des conflits de compétences lorsqu'il fait intervenir différents services au sein de plusieurs ministères.
- 34 Le portefeuille de l'intérieur comprenait à l'origine de nombreux services qui ont parfois donné lieu à la création de directions ou de nouveaux ministères. Ainsi, la constitution du ministère des travaux publics en 1839 met fin à la collaboration du conseil des bâtiments civils et de la commission des monuments historiques. Et, alors que la constitution du ministère des travaux publics visait à opérer une centralisation des affaires de constructions, le service des bâtiments civils peine à assurer son contrôle sur l'ensemble des travaux notamment à l'égard du ministère de l'intérieur ou du service des Édifices diocésains au ministère des cultes¹⁶.
- 35 Dès lors, on le comprend bien, la place du service dans l'administration était également déterminante pour l'influence du conseil des bâtiments civils sur les travaux d'architecture publique. Certaines administrations pouvant plus aisément se charger délibérément de la surveillance directe des travaux et à cette occasion « omettre » de consulter un conseil des bâtiments civils placé sous la houlette d'un autre ministère.

Archives des bureaux et classement aux archives

- 36 L'histoire des mouvements administratifs complexes ayant affecté cette administration ne fut pas sans conséquence sur la forme que présente aujourd'hui les fonds conservés aux Archives nationales dans la série F, administration générale de la France. La plus considérable des Archives, cette série est constituée par les archives de ministères et d'administrations publiques.
- 37 Il faut d'abord avoir conscience que les grandes sous-séries que nous connaissons aujourd'hui sont en grande partie des ensembles factices fruits du travail des archivistes plutôt que du classement des bureaux. Il s'agit en réalité plus à proprement parler de regroupements thématiques qui ne reflètent pas exactement l'activité des bureaux.
- 38 Au moment où commençait à se dessiner la physionomie définitive des Archives, Daunou garde général des archives impériales eut le loisir d'élaborer le premier cadre de classement en 1811. Il avait posé le principe d'une répartition des archives en quatre « sections » selon leur « intérêt » : administratif, historique, domanial ou judiciaires. Deux séries étaient au départ prévues pour recevoir l'ensemble de tous les versements à venir : l'une attachée à la section administrative F, l'autre à la section législative BB pour les versements du ministère de la justice.
- 39 Pendant près de vingt années, on cota d'abord à la suite les uns des autres les divers versements dans F (ministère de l'intérieur, F 1 à 5478). À l'intérieur de ces séries, des liasses ou des pièces avaient été groupées sous les rubriques d'un classement méthodique par matières. Lorsque des premières recherches dans les archives devinrent nécessaires, on s'aperçut des limites que présentaient ce type de classement. Nathalis de Wailly qui venait d'être nommé par Guizot aux Archives proposa alors en 1830 de scinder la série F en 21 sous-divisions reflétant mieux, selon lui, l'activité administrative¹⁷. Elle dispose aujourd'hui de 37 sous-séries.
- 40 Cette mesure présentait certaines difficultés d'application puisque, comme on l'a vu, plusieurs attributions du ministère de l'intérieur étaient déjà passées à des organismes distincts et on avait parfois pour base de la cotation la provenance des papiers – soit l'organisme versant – plutôt que l'origine – soit le service qui les avait élaborés.
- 41 Toutefois, ce cadre méthodique de classement permettait de mieux faire face au caractère organique des archives et à des structures administratives qui se modifiaient avec le temps et sur lesquelles on ne pouvait fonder un cadre ayant suffisamment de permanence. De ce point de vue, le système permettait d'assurer un meilleur respect des fonds. Pour autant, plusieurs sous-séries qui pouvaient nous intéresser avaient déjà fait l'objet d'expérimentations (notamment, les séries F⁰ à F⁶).
- 42 La notion du respect des fonds d'archives s'affirma à la fin du XIX^e siècle. L'unité administrative de base retenue devenait le bureau, mais les séries auraient nécessité de tels remaniements et un système si complexe que la disposition la plus simple fut retenue et les versements de chaque service ont été cotés les uns à la suite des autres et dans l'ordre chronologique des versements. C'est la raison pour laquelle on retrouve mêlé dans la sous-série F¹³, sans ordre apparent, tout à la fois les papiers des anciennes commission des travaux publics et direction des travaux de Paris, ceux du service des bâtiments civils avec des archives provenant du conseil des bâtiments civils¹⁸.

- 43 Cette règle souffrit une exception notable pour ce qui nous concerne. La direction des beaux-arts qui fit partie de manière à peu près constante du ministère de l'Instruction publique ayant effectué son premier versement en 1906, une cote lui fut spécialement attribuée : F²¹. Alors que le service des bâtiments civils et palais nationaux, après avoir dépendu de divers départements ministériels, avait été rattaché au ministère de l'Instruction publique (direction générale des beaux-arts) en 1895, ses versements ultérieurs ont été intégrés dans F²¹ tandis que la sous-série F¹³ était close.
- 44 Outre le morcellement lié aux versements successifs, s'ajoutait donc l'écartèlement entre les deux sous-séries F¹³ et F²¹. C'est donc l'histoire de la constitution des séries et les versements successivement opérés par les ministères qui expliquent la complexité des fonds issus du service des bâtiments civils tels qu'ils se présentent aujourd'hui. Ainsi, la série F¹³ mélange à la fois des documents provenant des différentes administrations qui s'occupaient de l'administration de l'architecture sous la Révolution (commission des travaux publics et direction des bâtiments du roi), ceux de la direction des travaux de Paris et du bureau des bâtiments civils ou encore de la direction des marbres et une partie de la voirie. Tandis que la sous-série F²¹ est entrecoupée d'archives concernant les bureaux des musées et des théâtres.
- 45 On peut donc dire que la théorie du respect des fonds formulée en France en 1841 par Natalys de Wailly a en réalité reçu une application plus problématique qu'il n'y paraît. Comme le fait remarquer Igor Moullier dans sa thèse sur le ministère de l'intérieur sous l'Empire, l'adoption de ce plan de classement a eu des conséquences durables pour l'historien : « Elle crée des corpus artificiels, que leur intitulé (« travaux publics », « commerce et industrie ») peut faire prendre pour le reflet exact de l'activité des bureaux, alors que leur formation est en fait le résultat du choix des archivistes. »¹⁹ Malgré tout, l'extrême richesse du fond et la conservation d'importantes masses de documents permettent aujourd'hui encore de retracer le travail quotidien des bureaux, si tant est qu'on porte attention aux entêtes des pièces.
- 46 Ainsi, en ce qui concerne l'action du service des bâtiments civils, le chercheur doit à la fois consulter bien évidemment F¹³ et F²¹ où il trouvera l'essentiel des sources. Mais également les sous-séries des autres services comme par exemple F¹⁹ ou F¹⁷ qui comportent de nombreux documents issus du service des bâtiments civils²⁰. Et s'il veut également saisir les interactions entre les différents services, l'ensemble des sous-séries relatives aux services avec lesquelles le service des bâtiments civils entretenait une correspondance ou pouvant intervenir dans le cours des affaires d'architecture. Au premier titre desquelles, l'administration des affaires communales et départementales en F² et F³, F⁵ et F⁶ pour la comptabilité des communes et des départements, la voirie en F², la comptabilité du ministère de l'intérieur en F⁴, le secrétariat, l'administration des hospices, le bureau des sciences et arts, etc. Ceci sans compter les nombreuses pièces graphiques sorties des sous-séries F¹³ et F²¹ et conservées aux cartes et plans, ainsi que quelques documents épars dans la série N et surtout le Versement d'architecture.

Une mine pour l'historien d'architecture

- 47 Du fait de son caractère morcelé par des versements successifs qui restitue parfois mal le travail des bureaux, les fonds du service des bâtiments civils présentent un maniement relativement difficile pour les chercheurs. Ils constituent, cependant, la principale source

pour l'étude de l'architecture publique non seulement du XIX^e siècle mais de la première moitié du XX^e siècle. Ces difficultés rendraient particulièrement pertinente aujourd'hui l'élaboration d'un inventaire présentant des regroupements méthodiques des articles pour restituer la cohérence des séries et faciliter leur appréhension. Reflétant mieux le travail des bureaux, une telle présentation pourrait apporter une contribution efficace pour guider le chercheur dans les sources de l'histoire de l'architecture publique conservées aux Archives nationales.

- 48 En l'état actuel, les sous-séries des Bâtiments civils, malgré leur complexité, n'en présentent pas moins une extrême richesse, qui offre au chercheur des possibilités parfois insoupçonnées. Je me concentre ici sur la première moitié du XIX^e siècle qui est celle que je connais le mieux du fait de mon travail de thèse, mais les remarques qui suivent concernent également toute la période d'existence du service qui, rappelons le, subsiste jusqu'à la fin des années 60²¹.
- 49 Ces archives constituent bien sûr une source qui reste incontournable pour toute recherche monographique sur un architecte ou un édifice comme celles menées ces dernières années par Fabienne Doulat sur l'architecte Guillaume-Abel Blouet²² ou Agnès Gillot sur Caristie²³ et encore, par exemple, Isabelle Rouge-Ducos au sujet de l'arc de triomphe de l'Étoile²⁴.
- 50 Entretenant une correspondance fournie avec les préfets sur les travaux, à bien des égards, les documents conservés aux Archives nationales dans les séries départementales peuvent faire figure de doublons avec celles des Archives départementales. Mais elles les complètent utilement en permettant de restituer le processus ayant concouru à la décision. De leur côté, les Archives départementales et communales renseignent les étapes d'élaboration du projet et les arbitrages rendus localement. Ces dernières années, plusieurs études locales comme celles menées par Denise Jasmin sur Marseille²⁵, Maryline Doutre sur le Puy-de-Dôme²⁶, Marie-Paule Halgand²⁷ en Vendée ou Anne Bondon sur Laval, Bourges et Colmar²⁸, chacune avec des approches différentes, ont mis en évidence combien le croisement des sources était nécessaire et fructueux.
- 51 Surtout, les archives de l'administration centrale offrent l'insigne possibilité de travailler sur des grandes séries, des ensembles typologiques ou chronologiques importants. Elles ont déjà donné lieu à quelques travaux comme sur les évêchés²⁹ ou les abattoirs. De ce point de vue la mise en ligne de la base *Conbavil* ouvre aujourd'hui des possibilités nouvelles pour la recherche³⁰.
- 52 Mais il me semble que ces fonds constituent aussi des sources encore largement inexploitées pour l'histoire de la profession. Les premiers dépouillements réalisés dans le cadre du dictionnaire des architectes³¹ et la thèse menée par Sybille Bellamy-Brown sous la direction de Jean-Michel Leniaud au sujet des architectes sous la Restauration³² devraient fournir plusieurs jalons de cette histoire qui reste encore largement méconnue pour la première moitié du siècle. On peut, en effet, y tracer la progression dans la carrière, les relations professionnelles, les éléments qui concourent à la désignation des architectes.
- 53 C'est encore un fonds essentiel pour quiconque voudrait étudier le fonctionnement des agences de travaux ou encore les relations entre la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage publique. Dans sa thèse de l'École des chartes, Clémence Dufour Condalescot s'est essentiellement concentrée sur la direction des travaux de Paris sous l'Empire et au début de la Restauration, sous la houlette de Louis Bruyère³³. Reste encore à étudier en

détail la carrière et l'action de nombreux administrateurs qui se sont succédés à la tête du service comme, ne serait-ce pour la première moitié du siècle, celles d'Héricart de Thury, d'Hély d'Oissel, de Vatout ou de Noue.

- 54 L'intérêt du fonds est également de comporter des séries budgétaires cohérentes qui ouvrent la voie à des études inédites sur l'aspect financier des travaux. Les archives recèlent aussi de nombreux articles intéressant l'histoire des matériaux et techniques qui permettent d'aborder l'histoire du chantier et de la construction³⁴. Plus incidemment, et de manière éparse, on y trouve de nombreux documents concernant les entrepreneurs ou les ouvriers du bâtiment encore largement inexploités.
- 55 Il s'agirait peut-être surtout à partir de ces archives de mieux établir comment l'État s'est doté d'une politique architecturale et quels moyens il a employés pour la mettre en œuvre. À ce titre, j'espère que mon travail de thèse sur l'administration des bâtiments civils et le conseil des bâtiments civils apportera une première contribution utile. Toutefois, l'immense richesse des archives conservées, leur complexité et la diversité des sujets qu'elles concernent, semble aujourd'hui réclamer la mise sur pied d'un projet collectif seul à même de poser les fondements d'une histoire de l'architecture publique au XIX^e et XX^e siècles.

NOTES

1. . Arch.. nat., F²¹* 2470 à 2536, procès-verbaux des séances du conseil des bâtiments civils, 1795-1840.
2. . « 25 mai 1791. Loi relative à l'organisation du ministère, décret de l'Assemblée nationale, du 27 avril 1791 », dans *Lois et actes du gouvernement*, Paris, imprimerie royale, 1834-1835. t. III, p. 213 et suiv.
3. . Charles Claude Flahaut de La Billarderie, comte d'Angiviller (1730-1810).
4. . Décret de la Convention du 12 germinal an II (1^{er} avril 1794). Les affaires des bâtiments civils étant rassemblées dans une seconde division.
5. . Loi du 10 vendémiaire an IV (2 octobre 1795).
6. . Robin Middleton et Marie-Noëlle Baudouin-Matuszek, *Jean Rondelet, The Architect as Technician*, London, Yale University Press, 2007, 360 p.
7. . « Précis sur la Division des Travaux publics relative aux bâtiments civils, avec un projet d'organisation à ce sujet, présenté au Ministre de l'intérieur (Bénézech) par le citoyen Rondelet, membre de la ci-devant Commission des travaux publics, 12 brumaire an IV (3 novembre 1795) », dans Jean Rondelet, *Traité théorique et pratique de l'art de bâtir*, Paris, Firmin-Didot et C^{ie}, 1877, 15^e édition, tome 5^e, « notes additionnelles », n° II, p. 4-8.
8. . Jean Tulard, *Paris et son administration, 1800-1830*, commission des travaux historiques, Paris, 1976, 572 p.
9. . *Notice historique sur le service des travaux et sur le conseil général des bâtiments civils depuis la création de ces services en l'an IV (1795) jusqu'à 1895*, Imprimerie nationale, Paris, 1895, p. 7-8.

10. . Clémence Dufour-Montalescot, *Louis Bruyère (1758-1831) et la direction des travaux de Paris de 1811 à 1852*, thèse de l'École des chartes, sous la direction de Jean-Michel Leniaud, 1998.
11. . Arlette Auduc, *Quand les monuments construisaient la nation. Le service des monuments historiques de 1830 à 1940*, préface de Jean-Michel Leniaud, Comité d'histoire du ministère de la Culture, Paris, la documentation française, 2008, 639 p.
12. . Jean-Michel Leniaud, *Les Cathédrales au XIX^e siècle*, Paris, Economica, 1993, 984 p.
13. . Le ministère du commerce et des travaux publics fut créé le 13 mars 1831. Ses attributions sont définies par l'ordonnance du 17 mars suivant.
14. . Créé par l'ordonnance du 12 mai 1839.
15. . L'introduction pour la sous-série F¹³ de *L'État sommaire des versements faits aux Archives nationales par les ministères et les administrations qui en dépendent* (Paris, Imprimerie nationale, 1935, p. 113-122) détaille, à grands traits, la place du service dans les organigrammes ministériels.
16. . Voir, notamment Arch. nat., F²¹ 1992.
17. . Denise Ogilvie, « Construire les sources de l'histoire contemporaine dans la France du XIX^e siècle : la genèse de la théorie du respect des fonds », dans *Archivi e storia nell'europa del XIX secolo, Alle radici dell'identità culturale europea*, Atti del convegno internazionale di studi nei 150 anni dall'istituzione dell'Archivio Centrale poi Archivio di Stato, di Firenze, 4-7 décembre 2002, Irene Cotta et Rosalia Manno Tolu dir. <http://www.archiviodistato.firenze.it/nuovosito/index.php?id=90>
18. . *L'État sommaire des versements*[...], *op. cit.*, donne pour F¹³ le détail des versements réalisés.
19. . Igor Moullier, *Le ministère de l'intérieur sous le Consulat et le Premier Empire (1799-1814), Gouverner la France après le 18 brumaire*, thèse sous la direction de Gérard Gayot, université de Lille III, 2004.
20. . À titre d'exemple Arch. nat., F¹⁷ 1280^{b à h}, service de la conservation des monuments publics 1810-1827 (dépendant de la direction des travaux publics à Paris).
21. . Patricia Meehan, *De la défense des Bâtiments civils : le renouveau d'une politique architecturale, 1930-1946*, thèse sous la direction de Jean-Louis Cohen, université de Paris VIII, 2009.
22. . Fabienne Doulat, *L'architecte Guillaume-Abel Blouet (1795-1853) en son temps*, thèse en cours à l'École pratique des hautes études, sous la direction de Jean-Michel Leniaud.
23. . Marie-Agnès Gilot, *Augustin-Nicolas Caristie (1781-1862), culture architecturale et carrière administrative d'un Grand Prix de Rome*, thèse sous la direction de Luce Barlangue, université de Toulouse II, 2007.
24. . Isabelle Rouge-Ducos, *L'Arc de Triomphe, construction et appropriation d'un monument patrimonial 1806-1945*, thèse sous la direction de Jean-Michel Leniaud, École pratique des hautes études, 2006.
25. . Denise Jasmin, *La ville, l'administration et l'architecte. Commande publique et architecture à Marseille, 1830-1870*, thèse sous la direction de Jean-Jacques Gloton, université de Provence, 1991.
26. . Marilyne Doutre, *Modalités de transformation de la ville au début du XIX^e siècle en Auvergne : l'édifice public et son espace urbain, pouvoirs et conflits*, thèse sous la direction de Pierre Pinon, université de Paris VIII, 2003.
27. . Marie-Paule Halgand, *Architecture et politique, la construction des bâtiments civils en Vendée au XIX^e siècle*, thèse sous la direction de Jean-Michel Leniaud, École pratique des hautes études, 2000.

28. . Anne Bondon, *La transformation de Bourges, Colmar et Laval entre 1789 et 1848 : chronique d'un urbanisme ordinaire* thèse sous la direction de Pierre Pinon, université de Paris VIII, 2009.
29. . Séverine Blenner, *L'évêque en son palais, Recherches sur les palais épiscopaux en France à l'époque concordataire (1802-1905)*, thèse de l'École des chartes, sous la direction de Jean-Michel Leniaud, 2000.
30. . La base *Conbavil*, produite par le centre André Chastel, les Archives nationales, l'INHA et l'Inventaire général est consultable sur le site de l'INHA (rubrique *ressources documentaires*).
31. . Programme fédérateur du centre André Chastel, *Dictionnaire des architectes (XIX^e-XX^e siècles)*.
32. . Sybille Bellamy-Brown, *L'architecte à Paris sous la Restauration*, thèse en cours sous la direction de Jean-Michel Leniaud, École pratique des hautes études.
33. . Clémence Dufour-Montalescot, *op. cit.*
34. . Emmanuel Chateau, « L'administration des bâtiments civils face aux questions constructives dans la première moitié du XIX^e siècle en France », dans *Édifices & Artifice, Histoires constructives*, actes du 1^{er} congrès francophone d'histoire de la construction (Paris, 19-21 juin 2008), Robert Carvais, André Guillerme, Valérie Nègre et Joël Sakarovitch dir., 2010, p. 365-375.

RÉSUMÉS

Les grandes masses administratives constituées depuis 1789 dans l'immense section moderne des Archives nationales recèlent de nombreux documents dont une partie a déjà depuis de nombreuses années largement été explorée par les historiens de l'architecture. L'organisation que présentent aujourd'hui les imposantes séries d'articles conservées dans les sous-séries F¹³ et F²¹ reflètent assez mal le fonctionnement réel des bureaux de l'administration des bâtiments civils dont le travail est difficilement restituable à partir du seul cadre de classement adopté par les Archives nationales. Dans cette intervention, l'auteur attire l'attention sur l'histoire de la production de ces fonds par l'administration centrale et celle de leur rassemblement. La compréhension de l'action de l'administration et du travail des bureaux offre la possibilité de mieux envisager la constitution des archives de l'architecture publique pour y identifier de nouvelles sources et y déceler de nouveaux objets d'étude pour les historiens de l'architecture.

Since 1789, a great number of administrative documents, part of which has already been, for many years now, quite thoroughly examined by historians of architecture, has built up in the vast modern section of the *Archives nationales*. The current arrangement of the impressive article series stored in the subseries F¹³ et F²¹ doesn't give a very good idea of the way the administration offices of the *bâtiments civils* actually operate. It is indeed hard to reconstruct their work basing oneself only on the filing method used by the *Archives nationales*. In this intervention, the author focuses on the history of the production of these funds by the central administration, as well as on the history of how they were gathered. Understanding the action of the administration and the work carried out by the offices constitutes a good way to better

comprehend how the archives on public architecture were created, so that one can identify new sources and discover new research subjects for the architecture historians.

Unter den seit 1789 erstellten Mengen an Akten in der riesigen modernen Abteilung der Archives Nationales verstecken sich viele Dokumente, die teilweise schon seit zahlreichen Jahren von den Historikern der Architektur gesichtet wurden. Der Inhalt der unter sous-séries F13 et F21 F13 registrierten umfangreichen Archivgüter bietet in dem jetzigen Ordnungszustand eine schlecht nachzuvollziehende Vorstellung des tatsächlichen Funktionierens der Verwaltungsdienste der Bâtiments civils, so dass deren Arbeit sich nur an Hand der Verzeichnisse der Archives Nationales nur schwer erkennen lässt. In diesem Bericht erläutert der Autor die Geschichte der Erstellung dieser Dokumente und deren Sammlung durch die zentrale Verwaltung. Durch ein besseres Verständnis der Tätigkeit der Verwaltungsdienste werden so neue Quellen ans Licht gebracht, die den Historikern der Architektur neue Untersuchungsthemen anbieten können.

AUTEUR

EMMANUEL CHATEAU

Emmanuel Chateau est doctorant du Centre André Chastel. Il prépare une thèse de doctorat sous la direction de Bruno Foucart (université de Paris IV) sur le conseil des bâtiments civils (1795-1848). Ses recherches portent sur l'administration de l'architecture publique au XIX^e siècle, la profession d'architecte et les relations entre la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre. Ses travaux concernent par ailleurs l'architecture des jardins zoologiques, l'édition et le livre d'architecture. Adresse électronique : emchateau@laposte.net